

1958-3672

# Europe fédérale

Publication de l' *Union des fédéralistes européens - UEF-France*

L' *U.E.F.-Europe* est membre du

*Mouvement européen international (MEI) et du World Federalist Movement (WFM)*

**N° 40 - Septembre 2010**

**Abonnement 15 € - 4 numéros par an**

*Directeur de la publication : Jean-Guy Giraud – Rédaction : Jean-François Billion*



**Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes**  
**LYON - samedi 25 septembre 2010 (programme p. 12)**

**Comité directeur de l'UEF-France**  
**LYON - dimanche 26 septembre 2010 - ouvert aux militants**

## EDITORIAL - Alain REGUILLON, Secrétaire fédéral

### Sortir de l'impasse : le sursaut qualitatif de l'Union européenne

Si l'on en juge par l'actualité de ce premier semestre de l'année, l'Union a mal à ses institutions ; elle est rongée par le « ténia » des Etats qu'est le Conseil européen. Cette montée de l'inter-gouvernementalisme est confortée par une multitude d'élections législatives et présidentielles qui, dans nombre d'Etats membres, voit la poussée des partis nationalistes quand il ne s'agit pas de partis extrémistes qui montrent que l'histoire dramatique de notre continent n'est pas regardée à hauteur des crimes engendrés par les prédécesseurs de celles et ceux qui prônent l'exclusion, le repli sur soi et le tout sécuritaire : l'étranger a toujours tort !

Les déclarations récentes du gouvernement britannique ou du Premier ministre hongrois soulignent ce malaise d'une Europe qui déroute car plus personne ne montre le chemin et parce que les débats sont étouffés par de petits sujets traités par de petites gens qui veulent encore croire qu'ils sont des politiques responsables. Il en est heureusement qui le sont, mais pourquoi ne les entendons-nous pas ?

L'Europe à Vingt-sept montre ses limites depuis l'échec du traité portant constitution de l'Union européenne (UE). En cette année de commémoration du soixantième anniversaire de la Déclaration SCHUMAN, il est bon de rappeler la vision des pères fondateurs qui était de parvenir à associer les Etats sortis exsangues de la guerre dans une fédération européenne. L'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954 a porté un rude coup à cet objectif et toutes les avancées depuis lors n'ont pas fait émerger une solution de gouvernance politique.

Le Traité de Lisbonne ne donne pas les outils utiles à une avancée qualitative, même si des dispositions telles que les coopérations renforcées ou la réforme du traité impliquant le Parlement européen ne sont pas à négliger. Mais aujourd'hui, il faut bien l'admettre, l'avènement d'une fédération par le seul levier des solidarités de fait n'a pas fonctionné et ne fonctionnera pas.

La campagne lancée officiellement à Toulouse par les fédéralistes français pour les « Etats-Unis d'Europe » n'a pas d'autre but que de réactiver le débat pour faire aboutir l'idée première de SCHUMAN et de MONNET : la création d'un Europe fédérale. Débat nécessaire, car les moyens de parvenir à ce but ne sont pas identiques, au sein même de notre mouvement. Un consensus existe cependant pour dire que le Parlement européen doit être l'interlocuteur naturel des Fédéralistes et que c'est avec lui que la solution devra être trouvée ; que c'est lui qui devra faire bouger les lignes ; que c'est à lui que les citoyens européens doivent confier le soin de proposer une alternative à cette nébuleuse qu'est devenue l'UE.

Le noyau dur est certainement la solution, encore faut-il trouver le moyen de le dégager sans fermer la porte à ceux qui ne voudraient pas en être les pionniers. L'un des premiers chantiers est sans aucun doute l'émergence de partis politiques européens et la réforme du mode de scrutin des élections européennes afin de donner une légitimité à la fois européenne (par des listes supranationales pour une part) et nationales (par des listes nationales pour une autre part), les deux actions étant étroitement liées.

C'est donc la stratégie des fédéralistes qui sera au cœur des débats de notre Comité directeur du 26 septembre à Lyon, la discussion s'appuyant sur la contribution de notre président lors des journées de VENTOTENE et que nous reproduisons dans ce numéro.

Cette réunion statutaire est importante, car elle doit fixer notre philosophie de l'action pour 4 ans -temps qui nous sépare des prochaines élections européennes- et établir le calendrier stratégique de nos interventions, notamment pour associer à notre démarche d'autres associations et d'autres sections de l'UEF-Europe, voire l'UEF Europe elle-même.

L'avenir de l'Union européenne est trop important pour les Européens et pour le monde, pour que nous ne soyons pas capables de faire bouger les lignes quitte à être politiquement incorrects ! C'est ainsi que nous pourrions sortir de l'impasse.

## UEF - France : CAMPAGNE POUR LES ETATS-UNIS D'EUROPE

### Introduction aux débats du Comité directeur du 26 septembre 2010

**Jean-Guy GIRAUD**  
Président UEF France

*« La crise actuelle (...) nous a montré que les visionnaires européens étaient les vrais réalistes et que seule la voie vers les Etats-Unis d'Europe peut fournir une vraie alternative à l'échec ».*

#### *Un constat*

Le 12 juin 2010 à Toulouse, la section française de l'Union des Fédéralistes Européens a décidé de reprendre le flambeau des **Etats-Unis d'Europe** et de lancer une campagne sur ce thème. Cette initiative est partie d'un **triple constat** :

- le **Traité de Lisbonne (TL) est une base utile - mais insuffisante-** pour la poursuite du processus d'intégration politique de l'Europe ;
- l'entrée en vigueur du TL a été marquée par une **forte résurgence de la méthode intergouvernementale** au détriment de la méthode communautaire ;
- au même moment, la grave crise financière traversée par l'UE a ouvert la voie à **d'importantes avancées vers un gouvernement financier et économique** de l'Europe mais a en même temps démontré la nécessité d'une union plus étroite des Etats européens dans la compétition économique internationale.

#### *Une campagne*

Sur ces bases, l'UEF-F a estimé opportun de **lancer une campagne de lobbying politique** auprès du gouvernement français et surtout des Institutions communautaires qui s'articule autour des deux points suivants :

1. **à partir de 2014**, l'objectif majeur demeure celui de la **reprise du processus constitutionnel européen** -soit par la voie d'une nouvelle révision du TL (reprenant notamment, mais pas seulement, les éléments constitutionnels du projet initial de la Convention rejetés par les Gouvernements)- soit par la voie de l'élaboration d'un nouveau traité sous forme d'une véritable Constitution européenne. Cette entreprise devrait être confiée au Parlement européen qui sera élu en 2014.
2. **D'ici 2014**, cinq objectifs concrets principaux doivent être poursuivis ; en résumé :

- 2.1 dans le domaine économique et financier, le TL doit être modifié pour renforcer durablement **l'assise de l'UEM** ;
- 2.2 dans le domaine budgétaire, de véritables **ressources propres** de l'UE doivent remplacer les contributions nationales pour la période 2013/2017 ;
- 2.3 en matière de **politique étrangère et de sécurité**, les nouvelles dispositions du TL doivent être mises en oeuvre dans le respect de la méthode communautaire et du contrôle démocratique ;
- 2.4 la **loi électorale européenne** doit être modifiée afin de rapprocher la nature de l'élection du PE de celle des parlements nationaux ;
- 2.5 la règle du **vote majoritaire au sein du Conseil** doit être étendue à l'ensemble des dispositions du TL - y compris à la procédure de révision.

\* \* \*

Chacun de ces objectifs mérite des développements spécifiques qui pourront être présentés et débattus oralement.

D'autres questions peuvent être soulevées pour mieux expliquer le contexte de la campagne pour les Etats-Unis d'Europe, par exemple :

#### **Pourquoi le terme « Etats-Unis d'Europe » ?**

- parce que ce terme est à la fois provocateur et mobilisateur ;
- parce qu'il est le résumé concret, imagé, populaire, « encapsulé » du fédéralisme ;
- parce qu'il fixe clairement un objectif, un projet, un horizon et un avenir pour l'UE ;
- parce qu'il est conforme à l'objectif des pères fondateurs et à l'esprit des Traités ;
- parce qu'il correspond à la vocation et à la raison d'être d'un mouvement comme l'UEF.

#### **Pourquoi 2014 comme date clé ?**

- parce que 2014 est la prochaine grande étape de l'UE : renouvellement du PE, de la Commission, du Haut Représentant, du Président du Conseil européen mais aussi entrée en vigueur des nouvelles modalités de vote du Conseil, etc... ;
- parce que de nouveaux élargissements se profilent à l'horizon 2014 et que l'approfondissement de l'intégration politique demeure la condition de l'extension géographique de l'Europe.

#### **Pourquoi s'adresser en priorité au PE ?**

parce qu'il est le lien direct et légitime avec les citoyens et le passage obligé de toute réforme démocratique de l'UE ;

parce qu'il est, depuis au moins le traité d'Union d'Altiero Spinelli, le principal moteur de l'intégration politique européenne et qu'il demeure (entr')ouvert aux avancées fédéralistes.

### Pourquoi mettre l'accent sur la réforme « institutionnelle » ?

parce que l'UE est une communauté de droit, que rien de durable ne peut y être accompli en dehors de ses institutions et de ses règles, et que les débats institutionnels et constitutionnels sont l'occasion de confirmer et conforter les fondements politiques de l'entreprise européenne ;

parce que l'objectif premier de l'UEF est la transformation des structures institutionnelles de l'Europe en celles d'une authentique fédération.

### Pourquoi ne pas appeler dès maintenant à la constitution d'un « noyau » fédéral au sein de l'UE ?

- parce que tout noyau comporte des risques majeurs de rupture de l'égalité et la solidarité entre tous les Etats membres de l'UE ;
- parce que tout système de noyau est facteur de complexité et d'illisibilité démotivants pour l'opinion publique ;
- parce que les Traités et la méthode communautaire permettent des différenciations encore inexploitées ;
- parce qu'il est à l'heure actuelle impossible de déceler quels Etats membres seraient prêts à former un tel noyau parce que la stratégie du noyau devrait être réservée comme un ultime recours pouvant être envisagé en cas d'échec de l'étape 2014.

### L'UEF-F peut-elle mener seule la campagne pour les Etats-Unis d'Europe ?

- Non. S'il est dans la nature même de l'UEF de lancer ce type d'initiative politique, elle n'a pas les moyens de lui donner, seule, la dimension nécessaire ;
- l'UEF F recherche donc la collaboration active des organisations pro-européennes notamment des autres sections nationales de l'UEF, du Mouvement européen, des JEF... ;
- l'UEF F organisera en novembre 2011 à Paris des « Assises pour les Etats-Unis d'Europe » ouvertes à toutes les autres organisations pro-européennes ; d'ici là tous les contacts seront pris pour tenter de **rallier aux « EUE » le plus grand nombre possible de sympathisants.**

*« Il n'y a donc qu'une seule chose à faire pour les partisans de l'intégration européenne : retrousser nos manches dans la bataille pour convaincre des majorités démocratiques ».*

Joschka Fischer / 1 juin 2010 / Université Heinrich Heine / Düsseldorf



### Lettre du Président au nouveau Président du Mouvement Européen France (MEF) M. Christian PHILIP

Toulouse le 17 juillet 2010

Cher Monsieur et cher Président,

permettez moi de vous transmettre les félicitations de l'UEF F - ainsi que les miennes personnelles- pour votre élection.

Vous savez que l'UEF avait -par vote majoritaire en son sein- dessiné un profil de la Présidence du MEF qui nous a amenés à nous prononcer en faveur de la candidature de M.Cavada. Un débat a eu lieu et nous saluons le choix des membres du MEF. Nous souhaitons à présent prendre contact avec vous même et la nouvelle équipe de direction du MEF en vue d'examiner les possibilités de coopération entre nos deux organisations. L'UEF est par nature une organisation plutôt militante et nous aimerions examiner si notre stratégie d'action (cf. notre campagne pour les "Etats-Unis d'Europe" lancée à Toulouse le 12 juin dernier) peut faire l'objet d'utiles synergies avec celles du MEF.

Les liens entre nos deux organisations sont souvent déjà étroits sur le terrain (par exemple en Midi Pyrénées où je réside) ainsi d'ailleurs qu'au niveau bruxellois (entre le MEI et l'UEF EUROPE) - mais des progrès pourraient être faits au niveau national français.

Nous avons noté avec intérêt -dans votre profession de foi- une ouverture envers une conception fédérale de l'évolution de l'UE. Nous pensons donc que, dans les circonstances difficiles que traverse actuellement l'Europe, le MEF et l'UEF pourraient concrètement unir leur réflexion et peut-être leurs actions pour faire aboutir les réformes que nous jugerions utiles.

Je suis à votre disposition pour des échanges téléphoniques ou électroniques mais aussi pour une rencontre qui pourrait avoir lieu dès le 4 septembre à Paris au siège du Bureau du PE, 288 Bd St Germain 75007.

Avec mes félicitations renouvelées, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments cordiaux et européens.

Jean-Guy GIRAUD

### Les fédéralistes français en ligne :

UEF-France :

[www.europe-federale.asso.fr](http://www.europe-federale.asso.fr) – [www.uef.fr](http://www.uef.fr)

JE France :

[www.jeunes-europeens.org](http://www.jeunes-europeens.org)

Le Taurillon :

[www.taurillon.org](http://www.taurillon.org)

Presse fédéraliste :

[www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu)

## Vie de l'UEF France

### Assemblée générale extraordinaire : modification des statuts

Réunis à Toulouse le 12 juin, les militants de l'UEF-France ont tenu une assemblée générale extraordinaire afin de modifier les statuts de l'association.

La modification majeure tient à l'appellation qui, d'UNION POUR L'EUROPE FEDERALE, devient UNION DES FEDERALISTES EUROPEENS. En cela, nous reprenons le titre de notre association européenne soulignant l'unité des Fédéralistes et leur volonté d'actions concertées pour davantage peser sur le cours des événements européens.

Les autres modifications portent sur des points mineurs qui ont permis d'alléger les statuts dont la rédaction première date de 1946 ; à noter que la Commission nationale, instance délibérative de l'association devient Comité directeur.

Ces modifications ont été adoptées à l'unanimité.

### Comité directeur Toulouse - 12 juin 2010

A l'issue de l'assemblée générale, le Comité directeur s'est réuni en présence de 22 membres sur 27 ce qui lui a permis de débattre et de prendre des décisions de manière très représentative. Quelques observateurs, souvent des militants régionaux, ont également participé aux débats. Parmi les points traités, les plus importants portent sur la communication et sur la campagne pour les « Etats-Unis d'Europe ».

Pour ce qui est de la **communication**, le comité directeur décide de privilégier la refonte de notre **site internet** afin d'en faire notre outil principal de communication. La nouvelle version permettra aussi aux sections locales d'alimenter directement leur espace.

Le site finalisé sera présenté lors de la réunion du Comité directeur qui se tiendra à Lyon le dimanche 26 septembre 2010.

Concernant la publication *Europe fédérale*, la pagination sera réduite et sa rédaction davantage tournée sur les activités de l'association ; le nombre de publications reste à 4 numéros par an.

Les *Notes de l'UEF* seront relancées en privilégiant les écrits de nos adhérents afin de valoriser leur réflexion. Elles seront publiées sur le site et feront l'objet d'un cadrage de manière à avoir une homogénéité de présentation.

**La campagne pour « les Etats-Unis d'Europe »** amorcée lors du Bureau du 25 avril à Strasbourg est officiellement lancée à Toulouse ce 12 juin. Le Président rappelle le pourquoi de ce titre à la fois provocateur et explicite pour le citoyen non averti : il est propre à susciter des réactions et donc à interpeller et attirer l'attention.

Cette campagne doit s'articuler autour de quatre thèmes prioritaires contenus dans une **résolution** que le Président soumet à l'assemblée ; elle est présentée dans son intégralité en complément de cet article. Elle a fait l'objet d'un débat et, après quelques amendements, elle a été adoptée à l'unanimité.

La campagne s'articulera donc selon ces objectifs et elle sera ouverte à toutes les associations européennes et fédéralistes qui voudront bien se joindre à nous. D'autres sections nationales de l'UEF sont intéressées par cette démarche et pourraient nous rejoindre, donnant ainsi davantage d'ampleur à cette campagne qui s'inscrit d'ailleurs dans la droite ligne des positions européennes de l'UEF.

Les travaux de l'après-midi permettent d'accueillir des membres de différentes associations européennes de Toulouse. Cette séance est marquée par une intervention de grande qualité de Gérard ONESTA, ancien parlementaire européen, Vice-président du Conseil régional Midi-Pyrénées qui débat avec les participants, soulignant son engagement total pour le fédéralisme et l'émergence d'un « noyau dur ». Nous avons retenu une remarque forte de son intervention, très majoritairement partagée par les membres présents qui dénoncent depuis longtemps la dimension intergouvernementale prise par l'Union : « Il faut tuer le Conseil européen ! ». L'essentiel de cette intervention est reproduite dans ce numéro.

#### Alain REGUILLON

Secrétaire fédéral de l'UEF-France

### Résolution du Comité directeur de l'UEF-France réuni à Toulouse le 12 juin 2010

Lors de sa réunion à Toulouse le 12 Juin 2010, le Comité directeur de l'UEF France a confirmé ses demandes prioritaires à l'intention des Institutions communautaires et du Gouvernement français.

#### Il demande :

- la convocation, avant 2014, d'une **Convention de révision des Traités** afin de renforcer durablement les dispositions économiques de l'Union économique et monétaire : le Parlement européen -qui dispose d'un nouveau droit d'initiative en la matière- est appelé à mettre en chantier, dès que possible, un projet officiel de révision ;
- le rattachement du futur **Service d'action extérieure** de l'Union à la Commission afin de garantir le respect de la méthode communautaire et le contrôle démocratique : le Parlement européen -qui dispose d'un droit de codécision sur le financement et le statut des agents de ce service- est appelé à maintenir ses exigences dans ce domaine ;
- la création d'une **circonscription et d'une liste transnationales** de candidats aux élections européennes de 2014 : le Parlement européen -qui dispose d'un droit d'initiative et d'avis conforme sur la procédure électorale- est appelé à élaborer dès que possible un tel projet ;
- la reconnaissance officielle par le gouvernement français des **symboles européens** (drapeau, hymne, devise, euro, fête de l'Europe) par la signature de la déclaration jointe au Traité de Lisbonne et signée par seize Etats membres.

La Commission nationale de l'UEF France a par ailleurs confirmé le lancement d'une **campagne pour les « Etats-Unis d'Europe »** dans le but de rappeler l'objectif d'intégration politique de l'Europe au sein d'une « union toujours plus étroite de ses peuples » -tel que fixé par les Traités- et de placer dans cette perspective ses diverses actions auprès de l'opinion publique et des institutions européennes et françaises.

L'UEF France appelle **les organisations pro-européennes** en France à se rassembler autour de ces objectifs communs, en liaison avec L'UEF Europe, le Mouvement européen international et les Jeunes fédéralistes européens (JEF Europe).

## Delendum est Concilium !

Le conseil doit-être détruit !

### Gérard ONESTA

Vice-président de la région Midi-Pyrénées  
Ancien Vice-président du Parlement européen

Résumé et points forts de l'intervention de M. Gérard Onesta, samedi 12 juin, au débat organisé à Toulouse, en marge de son Comité directeur par l'UEF France



De g. à d. : G. ONESTA, J.-G. GIRAUD et A. REGUILLON

L'expression Etats-Unis d'Europe, employée par l'UEF-France dans sa proposition de campagne, ne va pas assez loin ! Même si je comprends très bien la portée symbolique de cette notion. On constate qu'aujourd'hui l'Europe vit une véritable déconstruction !

**Delendum est Concilium!** Il faut détruire le Conseil, pour paraphraser la citation latine.

Nous sommes en quelque sorte revenus au temps des seigneurs féodaux, mais le pire c'est que nous sommes dans une féodalité sans Roi !

La prévalence de la méthode intergouvernementale favorise l'élection d'un Président de la Commission le plus lisse possible, faisant allégeance aux Etats et donc au Conseil. C'est ainsi, que M. Barroso a été de nouveau élu, même par certains qui à gauche l'avaient pourtant combattu naguère.

Quant au Président Van Rompuy et à la « Baronne » Ashton, Haut représentant des affaires étrangères de l'UE, ils incarnent à eux deux ce principe qui vise à préserver les égoïsmes nationaux. Ils constituent en quelque sorte le cache sexe de l'impuissance politique européenne, les multiples institutions n'étant que des paravents dissimulant l'indigence du volontarisme des dirigeants nommés par complaisance.

Le commissaire européen est perçu en réalité comme le représentant de son pays en dépit de l'essence même des traités européens et de l'intérêt communautaire.

**Avec l'élargissement croissant, chaque Etat devra-t-il avoir un Commissaire ? C'est comme si le gouvernement français devait disposer d'un Ministre par département !**

**Le Parlement européen est-il encore vraiment lui-même ?**

En effet, récemment, lors du débat énergie climat, on a pu observer que l'ordre du jour du Parlement s'est aligné sur la ligne du Conseil.

Pourtant, en 1999, quand j'avais avancé la question de la Constitution européenne cela avait donné lieu à la Convention sur l'avenir de l'Europe, alors qu'à cette époque on me riait au nez !

L'audace est toujours récompensée. Mais il est regrettable de constater l'absence de *leader* au sein de l'Assemblée, capable de mener ce combat, de le porter au niveau médiatique.

De crise en crise l'Europe a toujours avancé à coups de pied au cul ! La crise constitue son moteur. Je prends pour exemple la mise en place du mandat d'arrêt européen qui est né après le 11 septembre 2001, au bout de seulement deux semaines !

Le Parlement européen est-il capable de réitérer le Serment du Jeu de paume ? J'ai intégré cette institution en 1989 où régnait cet esprit de République européenne. J'étais le benjamin à cette époque au sein de l'hémicycle, ambiance du bicentenaire aidant, l'envie de faire l'Europe était palpable.

J'ai retenu de cette période que si on veut on peut !

Le Parlement peut juridiquement s'emparer de cette question afin de jeter les fondements d'une Europe en utilisant les nouvelles dispositions du Traité de Lisbonne.

Les Etats et les personnalités qui les incarnent, ne voient dans l'Europe que leur propre mort ! **Delendum est Concilium !**

## Campagne pour les Etats-Unis d'Europe - rencontre du 4 septembre 2010 (Paris)

Le 4 septembre 2010 s'est réuni, au siège parisien du Parlement européen et à l'initiative de l'UEF F, un groupe de responsables de diverses sections nationales de l'UEF, d'autres organisations européennes et de sympathisants fédéralistes.

Cette réunion informelle avait pour but de recueillir les réactions des participants à la « Campagne pour les Etats-Unis d'Europe », lancée par l'UEF F à Toulouse le 12 juin dernier, ainsi qu'au projet de lettre ouverte aux MPE français (texte qui sera publié séparément).

On peut résumer ainsi la substance des interventions sur les principales propositions de l'UEF F :

### 1. Opportunité de la campagne

- Accueil général (très) positif de cette initiative tant dans son **appellation** ("EUE") que dans son approche globale ;
- accent mis sur l'**urgence** d'une telle campagne au vu de la situation européenne et internationale.

## 2. Séquence avant/après 2014

- Accord général sur la nécessité de souligner l'importance de l'échéance **2014** ;
- nécessité de préparer **dès à présent** la perspective de relance politique/institutionnelle prévue pour 2014 et de réfléchir aux modalités (Convention / Constituante) ;
- accueil très positif du projet d'**Assises des Etats-Unis d'Europe** en novembre 2011 comme étape intermédiaire ; essayer de coordonner avec d'autres manifestations prévues (cf. Congrès UEF E et Etats Généraux MEF).

## 3. Choix du PE comme cible principale de la campagne de lobbying

Accord général -avec trois remarques : tenir compte de l'affaiblissement du courant fédéraliste au sein du PE élu en 2009 / s'appuyer sur l'**Intergroupe fédéraliste** mais aussi sur d'autres initiatives en cours (cf. constitution annoncée d'un « **Groupe Spinelli** ») / rechercher activement le soutien de courants fédéralistes au sein des **Parlements nationaux**.

## 4. Nécessité d'une coopération des diverses associations européennes

- Accord général sur l'opportunité d'un **effort collectif** aussi coordonné que possible ;
- suggestion de créer une **plate-forme ou un collectif « Etats-Unis d'Europe »** avec les organisations/courants volontaires, en priorité le MEF et les JE F ;
- essayer de fédérer l'initiative commune à l'occasion des « **Assises pour les EUE** » de **novembre 2011**.

\*\*\*

D'autre part -et sur le fond- les points suivants ont été évoqués :

- être conscient de l'**hétérogénéité et du clivage économique / culturel croissants au sein de l'UE** suite aux récents/prochains élargissements vers l'Europe de l'Est et du Sud Est ;
- **remettre le "citoyen" au centre de la campagne** en rappelant l'intérêt matériel vital des populations pour un renforcement de l'unité/solidarité européennes face aux rapides et dramatiques évolutions économiques et politiques mondiales - tout en étant conscient de

- l'affaiblissement croissant de l'intérêt de l'opinion publique pour l'évolution de l'UE (cf. récent eurobaromètre) et de ses préoccupations immédiates (cf. emploi) ;
- insister davantage sur le **recours(inévitable ?) à un « noyau » d'Etats membres** pour poursuivre l'intégration politique de l'UE -mais incertitudes sur la composition éventuelle de ce noyau vu l'attitude actuelle des Etats susceptibles de le constituer (cf. France / Allemagne / Italie / Benelux ?) ;
- tenir compte de l'existence des possibilités ouvertes par le traité (coopération renforcée / structurelle / Eurogroupe) et de l'évolution naturelle vers une Europe « sectorisée », c'est-à-dire à composition variable selon les secteurs d'activité (cf. cas de la JAI) ;
- rester en phase avec les **grands dossiers d'actualité** et les intégrer dans la campagne ;
- rester conscient de l'**atmosphère générale de « fatigue institutionnelle »** (y compris au sein du PE) qui représente un formidable obstacle à toute proposition de modification des règles fondamentales actuelles de l'UE. D'où la nécessité de démontrer que ces modifications sont le seul moyen de faire face durablement et efficacement (c'est-à-dire par la méthode communautaire) aux menaces économiques et politiques présentes et à venir ;
- insister sur le fait que, en matière de **politique étrangère et de défense**, la faiblesse actuelle de l'organisation de l'UE est inacceptable car elle accroît la vulnérabilité des populations ;
- prendre conscience du **problème que pose l'attitude actuelle du Gouvernement allemand** qui pourrait être interprétée comme un détachement vis-à-vis du processus d'intégration politique de l'UE - et qui ne favoriserait pas la participation des associations pro-européennes allemandes à une campagne du type « EUE ».

\*\*\*

Nous remercions très sincèrement les participants - notamment ceux venus de Belgique et d'Italie- de leurs contributions dont l'UEF tiendra compte et nous les associerons aux prochaines étapes de la « Campagne pour les Etats-Unis d'Europe ».

**Jean-Guy GIRAUD**  
Président UEF - F

## Calendrier prévisionnel de l'UEF France

Samedi 25 septembre à Lyon

Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes

Dimanche 26 septembre à Lyon

Comité directeur

Samedi 27 novembre à Besançon

Comité directeur

Vendredi, samedi et dimanche 29, 30 et 31 octobre à Bruxelles Comité fédéral UEF Europe

## Adhérez à l'UEF France

### Réglez dès maintenant si vous ne l'avez encore fait

### Votre cotisation 2010 – Bulletin en dernière page

#### Vie de l'UEF supranationale

### Stage de Ventotene, « Le fédéralisme en Europe et dans le monde - Au-delà du Traité de Lisbonne, pour un gouvernement fédéral et une constitution fédérale »



Inauguration des Séminaires 2006  
pour l'anniversaire du 20<sup>e</sup> anniversaire  
du décès d'Altiero Spinelli



Maison de Ventotene décorée aux couleurs fédéralistes

Pour la première fois, en 27 éditions, le Président de l'UEF France, Jean-Guy Giraud, a participé durant une semaine au Séminaire international de Ventotene organisé chaque année par l'Institut Spinelli d'études fédéralistes dans l'île minuscule où, relégué par le régime fasciste après de longues années de prison, Altiero Spinelli a, avec quelques compagnons (Ernesto Rossi et Eugenio Colorni, plus particulièrement), rédigé le célèbre *Manifeste de Ventotene, pour une Europe unie et démocratique*, édité pour la première fois clandestinement à Rome en 1941. Ce texte va par la suite être à la base des « Thèses du premier Congrès du *Movimento Federalista Europeo* » à Milan (août 1943), mais également de la « Déclaration de Genève des Résistances européennes » (printemps 1944) et de la « Déclaration du Comité Français pour la Fédération européenne » (juin 1944), publiée à Lyon quelques jours avant le départ des troupes allemandes. C'est pourquoi l'îlot de **Ventotene**, près des côtes italiennes au sud de Rome, et le **Manifeste** qui y a vu le jour sont encore aujourd'hui au centre de l'histoire de leur mouvement et chers au cœur de tous les fédéralistes.

Avant Jean-Guy Giraud, de nombreux responsables des Jeunes Européens - France (JEF), ou de l'UEF France (comme Robert Toulemon, Didier Colmont, David Soldini, Florent Banfi ou Jean-François Billion) ont également participé ou prononcé des conférences, parfois à de nombreuses reprises, aux séminaires de Ventotene. L'intervention de Jean-Guy Giraud, qui sera aussi au centre de nos débats du 26 septembre à Lyon, est retranscrite aux pages 2 et 3 de ce bulletin.

Environ 150 à 200 personnes participent chaque année aux Séminaires de Ventotene, et en particulier au Séminaire international organisé par l'Institut avec le soutien de la JEF Europe, de l'UEF Europe et, plus récemment, du Mouvement fédéraliste mondial (*WFM*).

Cette année les thèmes et les orateurs du Séminaire international étaient les suivants :

- « Quel avenir pour les Etats-nations et l'Etat fédéral en Europe » (Guido Montani, Vice-président de l'UEF Europe) ;
- « La paix, aujourd'hui, dans un monde globalisé » (Daniele Archibugi, *GFE* Italie, James Christie, *WFM* Canada, Lucio Levi, Président du *MFE* Italie et membre du Bureau exécutif du *WFM*, Joan Marc Simon, UEF Europe) ;
- « L'Union européenne et les processus d'intégration régionale dans le monde : Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine, Asie du Sud-Est » (Hazem Hanafi, *Arab Foundation for Federal Studies* ; Marta Semplici, *GFE* Italie ; Julia Arango, *WFM - DG*, Argentine).
- « Stratégies et actions des organisations fédéralistes pour réaliser le fédéralisme au niveau local et global. » (Christian Wenning, Secrétaire général de l'UEF Europe ; Jean-Guy Giraud, Président de l'UEF France).

## Bureau et Comité fédéral UEF - Bruxelles - 29 / 31 octobre

Vendredi 29 octobre (13 à 18 h. 30)

### Conférence des représentants des sections de l'UEF Europe

- allocutions d'ouverture
- présentation du Plan d'action de l'UEF Europe
- informations des participants sur les sections
- groupes de réflexion et tables rondes

Groupe 1 - Plan d'action des fédéralistes - 2010 à 2015 - les campagnes nationales

Group 2 - Communication internationale et visibilité externe

- Rapport des groupes et débat

Réception avec un conférencier (à confirmer)

Samedi 30 octobre (8 h. 30 à 23 h.)

08:30 Réunion du Bureau

09:30 Ouverture du Comité fédéral

Présentation et débat sur le projet de l'UEF pour un plan de campagne et d'action 2010-2015

11:30 Groupes de travaux

- Instabilité financière et déclin économique
- Identité culturelle
- Coopération structurelle en matière de défense

14:30 Table ronde - Instabilité financière et déclin économique

- Introduction du Président de l'UEF, Andrew DUFF
- Conférencier (à confirmer)
- Débat sur la position des fédéralistes sur la gouvernance économique de l'Union européenne

17:00 Rapport d'activité du Secrétaire général, Christian WENNING

Rapport du trésorier, Olivier HINNEKENS

Débat sur le projet de campagne et d'action de l'UEF - 2010-2015

Dimanche 31 octobre (9 h. 30 à 12 h.)

09:30 Débat sur le changement climatique, introduction d'un projet de résolution de la JEF

10:30 Débat et vote des résolutions

11:00 Présentation du suivi du processus de reformes internes de l'UEF

11:45 Discours de clôture du président Andrew Duff

## Vie du World Federalist Movement - WFM

### Réunions fédéralistes à Buenos Aires

#### Extraits d'une lettre aux membres du Conseil du World Federalist Movement

**Fernando A. IGLESIAS**

**Secrétaire exécutif de *Democracia Global* - Membre du Conseil mondial du WFM - Buenos Aires**

**Membre du Parlement argentin et du Parlement latino-américain**

Chers amis du Conseil du WFM

(...) Le prochain **Conseil du WFM** va se dérouler la première semaine d'octobre à Buenos Aires. Il fera partie de ce que nous appelons, « **Dix jours pour la démocratie mondiale, en Argentine** », et sera précédé par deux autres rencontres :

- une réunion du **Parlement latino-américain** rejoint par des membres d'autres parlements nationaux ou régionaux, qui discutera d'un ensemble de thèmes concernant l'intégration latino-américaine aussi bien que les stratégies pour la création d'une **Assemblée parlementaire des Nations unies (UNPA)** ;

- la réunion internationale (le 4 octobre) de la **Campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations unies (CEUNPA)**.

(...) En ce qui concerne le **Conseil du WFM** lui-même, il a été récemment déclaré « d'intérêt national » par la Chambre basse du Parlement argentin, de telle sorte qu'il se déroulera dans des enceintes officielles, telles que le Parlement national, la Mairie de Buenos Aires et la Chancellerie nationale. Au-delà de ses délibérations propres, le Conseil tiendra également des débats ouverts sur des questions telles que le changement climatique et la gouvernance globale, la crise financière et la réforme du système de Bretton Woods, et, les nouvelles technologies... Nous travaillons actuellement fortement pour



qu'un ancien Président du Chili, et/ou de l'Uruguay ouvrent et ferment les sessions.

(...) C'est la première fois que le **Conseil du WFM** va se dérouler en Argentine, ce qui est un grand honneur et un défi ambitieux pour **Democracia Global - Movimiento por la Unión Sudamericana y el Parlamento Mundial (DG)**... Le WFM a des opportunités significatives dans cette énorme région du monde (environ 360 millions d'habitants)...

Comme le savent les fédéralistes, le scénario de l'après-guerre est derrière nous. Nous sommes dans un siècle durant lequel les pays moyennement développés émergent et deviennent des acteurs mondiaux importants. Les pays BRIC (Brésil,

Russie, Inde et Chine) sont seulement les plus importants et les mieux connus. Si notre mouvement veut être réellement un mouvement mondial et atteindre ses objectifs fédéralistes aux plans régional et mondial, nous ne pouvons pas être absents des régions où réside une large majorité des citoyens du monde.

(...) Par votre venue et votre participation, vous aiderez au développement de *Democracia Global* et du *World Federalist Movement* dans notre engagement commun pour le développement des principes fédéralistes pour un monde plus pacifique, juste et démocratique.

## Points de vue fédéralistes

### A propos de l'allocution de Jean-Guy GIRAUD à Ventotene

**Yves LAGIER**

Président UEF Franche-Comté - Besançon

Dans sa contribution pour Ventotene notre Président souhaite ne pas appeler dès maintenant à la constitution d'un noyau fédéral au sein de l'Union européenne. Le débat démocratique figurant au premier rang des pratiques de l'UEF, permettez moi de faire part de mon désaccord avec cette proposition (...)

L'Europe n'indiffère pas seulement aujourd'hui, elle provoque souvent une réaction de rejet (elle révolte selon la définition du Larousse). Ses écrits (et ceux qui gèrent son fonctionnement) sont illisibles pour le commun des mortels, les mesures qu'elle prend ne sont souvent que des demi-mesures. En fait elle ne répond pas à l'attente des citoyens qui se détournent naturellement des urnes quand il s'agit d'élire les membres du PE (plus de 60 % d'abstentions en juin 2009 dans la grande région Est où je vote). Faute de projet politique, sans institutions fortes, avec une autonomie budgétaire limitée, l'UE ne « constitue plus un groupe homogène qui veut aller dans la même direction » (Guy Verhofstadt in *Les Etats-Unis d'Europe*, 2006). La confiance en l'Europe n'existe plus chez les citoyens avec pour première conséquence l'idée généreusement entretenue par les médias et une certaine classe politique que l'UE c'est en fait un groupe de technocrates bruxellois, dépourvus de toute légitimité démocratique, qui dirige. Il est urgent de réintroduire la notion de démocratie dans le fonctionnement de l'UE.

Ce n'est pas le Traité de Lisbonne qui y parviendra. Cette « carence démocratique » est intimement liée à l'absence de projet politique. Tout a été dit et écrit sur les périls immédiats et implacables auxquels l'Europe est confrontée : la démographie, les déséquilibres économiques internationaux, l'environnement (voir l'excellente analyse de notre ami Marc Sulis in « Lisbonne, oui ! Et après, rassemblement pour l'Europe fédérale »). Ces périls, qui risquent de nous faire disparaître du cours de l'Histoire, ne seront surmontés qu'avec un Etat fédéral européen. Le Comité pour l'Etat fédéral européen, animé par nos amis de Lombardie, a démontré cette évidence depuis plusieurs années à travers d'excellentes fiches thématiques portant notamment sur l'euro, l'énergie, le réchauffement climatique, la politique étrangère et de défense. Je vous y renvoie et me tiens à votre disposition pour vous les faire parvenir.

L'espoir constitue la deuxième condition à remplir pour rendre crédible un projet politique et faire en sorte que les citoyens se l'approprient. Qui verra dans Lisbonne une source d'espoir ? Peu de gens en fait.

L'espoir c'est d'abord celui d'une vie meilleure pour les Européens (nous devons à cet égard dénoncer vigoureusement l'attitude scandaleuse de notre gouvernement à l'égard des Roms, citoyens de l'UE). L'espoir c'est aussi celui de lutter efficacement en faveur d'un développement soutenable. L'espoir c'est enfin celui de participer à la lutte contre la sécheresse et la famine faute de laquelle l'immigration non contrôlée ne cessera de s'amplifier en Europe.

Autant d'éléments perceptibles par tout un chacun et pouvant constituer les fondations d'un projet politique clair et incontestable.

Ce projet politique ne peut, chacun en convient, être porté par une Union à 27 pour des raisons évidentes. On en vient alors naturellement au noyau ou avant-garde qui constitue aujourd'hui la SEULE ALTERNATIVE à la mort programmée de l'UE. En 2004 George Kerevan, éditorialiste de *The Scotsman*, Edimbourg, écrivait que l'Europe succombera un jour ou l'autre en implosant sous la pression des intérêts particuliers ou en aboutissant à une union fédérale. La crise financière mondiale, les injonctions d'Obama, la situation en Grèce, le fiasco de Copenhague sont autant d'éléments qui doivent inciter l'UEF à prendre en compte cette prévision. L'heure des choix a sonné. Nous ne pouvons attendre 2014, car, comme chacun le sait, l'Histoire ne repasse jamais deux fois les plats.

Notre maître à tous, Altiero Spinelli, a écrit dans la conclusion du *Manifeste de Ventotene* que « le chemin à parcourir n'est pas facile, ni sûr, mais il faut le parcourir, et il le sera ».

Oui il le sera car il existe encore en Europe des femmes et des hommes qui sauront s'inspirer de cette citation de Victor Hugo (né à Besançon le 26 février 1802) : « ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent » (In, *Les Châtiments*).

### Proposition de « lettre ouverte »

**Christian CHAITEMPS**

Le Creusot

(...) *La crise grave actuelle que connaît l'Europe démontre - tragiquement - la pertinence des thèses fédéralistes sur l'UE. Et tout le temps perdu à tergiverser autour du mode de gouvernement propre à ne fâcher personne !*

Des voix nombreuses s'élèvent pour parler de fédération :

- un récent *Courrier international* (n° 1021 6 27 mai au 2 juin 2010) se fait l'écho d'un article du *Süddeutsche Zeitung* qui la souhaite expressément ;
- Jürgen Habermas, dans un long article dans le même journal la semaine précédente, appelait l'Europe à se ressaisir : « Avec un tant soit peu de volonté politique, cette crise de la monnaie unique peut faire naître ce que certains ont un jour espéré que la politique extérieure européenne nous apporterait : la conscience, par delà les frontières nationales, de partager un destin européen commun » ;
- Jean-Claude Trichet a lui aussi parlé de la nécessité d'un budget européen fédéral...

Je crois que les fédéralistes ont aujourd'hui une occasion historique d'intervenir dans le débat européen en appelant nos responsables à prendre position pour qu'un saut qualitatif se fasse. Je pense personnellement que le temps presse ; et je ne partage pas l'opinion de certains, comme Philippe Frémaux, dans *Alternatives économiques* (n° juin 2010) qui a écrit que : « L'Union ne va pas se transformer en Etat fédéral dans les prochains mois, ni dans les prochaines années ». « L'euro est-il condamné pour autant ? » ? s'interroge-t'il ; « Non, si les gouvernements acceptent une meilleure coordination et une plus grande solidarité ». Les propositions de Frémaux ne sont plus à la mesure des enjeux actuels. C'est un changement de comportement plus audacieux qu'il faut mener.

Ma proposition peut s'intégrer dans le cadre de la campagne menée actuellement par l'UEF France « pour les Etats-Unis d'Europe » (...) Ceci dit, je pense que l'expression « Etats-Unis d'Europe » n'est pas susceptible d'accrocher nombre de gens « de gauche » pour lesquels les mots « Etats-Unis » n'ont pas de connotation positive dans leur esprit !! Pourquoi ne pas parler plus simplement « d'Action pour une Europe fédérale » ou « d'Action pour une Fédération européenne » ? (...)

## Lettre ouverte

La grave crise que vient de connaître l'Union européenne (UE) est un symptôme flagrant du temps perdu dans la marche vers une intégration politique, intégration sans laquelle cette union n'aurait aucun sens. Une accélération de ce processus a été initiée par l'Union monétaire autour de la création de l'euro, événement historique majeur. Mais la création de l'euro devait être suivie rapidement de la mise en œuvre d'une politique économique et sociale commune, par le rapprochement des fiscalités et l'instauration d'un budget européen conséquent. Bref, de nouveaux abandons de souveraineté étaient nécessaires, au profit d'une structure fédérale européenne. Or, les Etats n'ont fait que s'engager dans des mesures purement économiques autour du Pacte de stabilité où chacun pouvait contribuer à mener une politique nationale, en adoptant des mesures nationales. L'UE se limitant à définir celui qui serait le meilleur de la classe en s'approchant au mieux des fameux 3 % du déficit public, chacun arrangeant sa sauce économique pour tenter d'y parvenir.

La création de l'euro demandait d'être suivie de décisions essentiellement politiques, et non pas essentiellement économiques, pour agir en commun.

La crise de l'euro, et les spéculateurs, ont eu le mérite de contraindre les Chefs d'Etats et de gouvernements à se solidariser, preuve que la volonté politique peut se manifester.

Mais les garanties financières accordées aux pays en difficulté ont seulement circonscrit l'incendie ; et, le feu couve toujours. En effet les mesures décidées, après celles prises pour calmer les marchés montrent, de manière dramatique, que les Etats n'ont pas compris le sens de la crise... ou ne veulent pas le comprendre. Ces mesures instaurent un retour à une rigueur drastique, à l'austérité. Le remède de l'austérité relève d'un sado-masochisme des Etats envers eux-mêmes et envers leurs peuples.

Or, l'austérité est une triple faute :

- une **faute morale**, car elle pénalise les peuples européens qui ne sont pas, pour l'essentiel et quoi qu'en disent certains, responsables de la situation ;
- une **faute d'efficacité** car cette austérité va tuer la croissance ;
- une **faute politique et historique** car :
  - elle continue à se fonder sur des mesures purement nationales, où les « mauvais élèves » seront maintenant punis, voire exclus, s'ils ne reviennent pas aux critères de Maastricht ;
  - elle est fondée sur un scepticisme criminel quant à la volonté de transformer l'Europe en Etat fédéral quand il y a urgence à prendre des décisions solennelles en ce sens, et ce dès aujourd'hui.

La situation présente doit nous faire prendre conscience que nous avons déjà perdu trop de temps dans notre marche vers la Fédération européenne. L'Europe ne sortira pas de cette crise par des mesures économiques mais seulement par des décisions politiques et institutionnelles. L'économisme qui régent le monde nous rend aveugles. Il est temps de rétablir la suprématie du politique sur la vie publique.

C'est pourquoi nous lançons cet appel auprès des médias européens, auprès des membres du Parlement européen, auprès des membres de la Commission européenne, auprès des élus nationaux, auprès de chaque citoyen pour qu'ils interpellent les Chefs d'Etats de l'UE, en particulier le couple franco-allemand, par delà les chamailleries du moment, afin que ceux-ci prononcent clairement une Déclaration solennelle, à la manière de celle de Robert Schuman et avec l'esprit de Jean Monnet, pour engager l'Europe dans un processus d'union politique européenne fédérale, seule façon de sortir par le haut de la situation présente.

Cet engagement inscrirait ses auteurs dans l'Histoire et sauverait l'Union européenne d'une implosion certaine si rien n'est fait de façon conséquente en ce sens.

## Quelle politique budgétaire fédérale pour la zone euro ?

**Frédéric Le JEHAN**

Membre du Comité directeur de l'UEF France - Strasbourg

Confronté ce printemps aux spéculations contre les dettes de la Grèce et du Portugal, les Etats de la zone Euro étalèrent une nouvelle fois leurs divisions et désaccords, avant de s'entendre péniblement sur un mécanisme de solidarité financière encore incomplet. Cette crise a cependant le mérite de prouver que la monnaie unique seule ne suffit pas. La politique monétaire de l'*Euroland* fut confiée à la Banque centrale européenne (BCE)

afin de crédibiliser cette monnaie naissance et d'écartier le risque inflationniste. Mais le pendant budgétaire a toujours fait défaut. Implicitement, le vide institutionnel devait dans le Traité de Maastricht être comblé par la coordination budgétaire induite notamment par les fameux critères de convergence limitant les déficits des administrations publiques à 3 % du PIB et leurs dettes à 60 %.

Dès la décision de créer l'Euro, les gouvernements nationaux privilégièrent la facilité, avec l'appréciation des dits critères « en tendance ». Concrètement, le peu de coordination budgétaire introduite par le traité devint sujet à des compromis politiques conjoncturels. L'élargissement de la zone Euro a obéi aux mêmes travers d'application, de sorte que la Grèce a pu rejoindre sans encombre la monnaie unique, malgré des finances publiques tout sauf assainies. Au fond, le principe confédéral, qui sous-tend des décisions relevant principalement du Conseil, s'avère source de faiblesse. Il met en scène des divergences d'intérêt, sans toujours permettre une synthèse pertinente, mais en garantissant la lenteur des choix. Plus les membres sont nombreux, plus ce mode confédéral se révèle lourd et paralysant.

Les esprits certes évoluent, et de nombreux dirigeants ou décideurs européens perçoivent désormais la nécessité d'un « pouvoir budgétaire » européen voire d'un « gouvernement économique ». Jean-Claude Trichet a récemment reconnu le besoin d'une « fédération budgétaire en termes de contrôle et de surveillance de l'application des politiques en matière de finance publique ». Avec un budget européen limité à 1 % du PIB la politique budgétaire de l'Union n'a aujourd'hui qu'une influence faible sur la croissance et les grands équilibres macro-économiques. Pour autant, imaginer que confier de nouvelles responsabilités au Conseil en vue d'une simple coordination des politiques budgétaires nationales donnerait naissance à ce « pouvoir budgétaire » serait illusoire.

L'ambition d'une politique budgétaire vraiment européenne suppose au moins trois piliers :

- **un accroissement en part du PIB du budget européen.** Il ne s'agit pas de créer de la dépense publique nouvelle, mais au contraire de mutualiser à l'échelle européenne des compétences aujourd'hui mal exercées à l'échelon national. L'exemple typique qui vient à l'esprit concerne la défense et les affaires étrangères, domaines où nos nations européennes n'agissent efficacement qu'ensemble. Les citoyens en sont conscients et perdent progressivement de vue l'intérêt d'armées nationales hétérogènes, et lilliputiennes pour certaines, alors même qu'en tant que contribuables ils doivent supporter la charge de l'absence d'économie d'échelle pour un résultat médiocre. A eux seuls, les budgets militaires européens représentent autour de 1 % à 2 % du PIB, et permettraient donc de doubler ou de tripler l'impact de l'outil macro-économique du budget européen. Ce budget élargi relèverait naturellement du Parlement européen et de la Commission, responsable devant lui, pour son exécution. Cela serait évidemment facilité si la personne responsable de la politique étrangère et de sécurité émanait directement, ou indirectement via le Parlement, d'un choix politique démocratique, lui conférant un poids et une responsabilité réels ;

- **une contrainte effective pesant sur la politique budgétaire des Etats ayant l'Euro en partage.** Comme le budget européen demeurera sans doute d'une ampleur modeste, en vertu même du principe de subsidiarité, il sera nécessaire de le « prolonger » en termes de politique budgétaire, par un encadrement réel des règles d'évolution des budgets nationaux, sociaux et locaux. Mais ce pilotage budgétaire européen ne peut relever du Conseil, où les égoïsmes nationaux prendront toujours le dessus. Il doit être confié à des instances d'essence vraiment fédérales, telles que la Commission et le Parlement auquel il revient de l'investir comme de la défaire. Un véritable pouvoir de coercition, par exemple celui en dernier recours de réformer les budgets nationaux, connaissant des dérapages excessifs après non respect de mises en gardes européennes, devrait être reconnu à la Commission sous la surveillance du Parlement européen ;
- **une différenciation institutionnelle entre le « noyau fédéral » et l'Union européenne élargie.** En effet, les 27 ne peuvent, ni ne veulent tous avancer au même rythme. Les critères de convergences et l'option de ne pas adopter la monnaie unique (*opting out*) négociée par la Grande-Bretagne comme le Danemark, et *de facto* accordée à la Suède, ont introduit une première forte hiérarchisation dans le degré d'intégration. Pour autant cette distinction suppose, sinon un dédoublement institutionnel complet (deux commissions, deux parlements... à chaque fois l'un restreint au noyau et l'autre comprenant tous les membres de l'UE), a minima une dissociation des règles décisionnelles. L'Eurogroupe en est une première esquisse bien trop informelle. Il est nécessaire que les commissaires responsables des politiques propres au noyau ne rendent de compte qu'aux citoyens de la zone Euro ou à leurs représentants, faute de quoi des comportements de « passager clandestin » sont à craindre. Un tel commissaire, comme celui en charge par exemple de la conduite de la politique budgétaire européenne, ne devrait être responsable que devant les parlementaires des pays de l'Euro effectivement contraints par ladite politique. Le Parlement européen et la Commission pourraient ainsi travailler en deux « formations ». Une formation large, avec tous les parlementaires, une formation étroite, réduite à ceux représentant les nations du noyau. Quant au Président de la Commission, il devrait logiquement dans ce cas être investi à la fois par les deux formations du Parlement, mais aussi pouvoir être renversé avec le reste de la Commission, par l'une ou l'autre de ces deux formations.

L'Europe politique ou le gouvernement économique européen ne peuvent rester des slogans ou des bonnes intentions à long terme. Faute de concrétisation par des adaptations effectives des institutions, l'Europe et ses citoyens demeureront prisonniers de mécanismes dits confédéraux, qui, parce qu'ils restent d'abord et avant tout l'expression de nations prises isolément, demeurent pourvoyeurs de cacophonie, d'immobilisme. Une telle faiblesse n'est plus de mise.

**UNIVERSITE D AUTOMNE DES FEDERALISTES DE RHONE-ALPES - 2010****Partenaires :**

Europe Info - MDE - ME Rhône - JE Lyon (JEF) - Presse fédéraliste - Régions &amp; Peuples solidaires

Université Lyon III Jean Moulin - Salle GARRAUD - RDC - 15 Quai Claude Bernard - 69007 LYON (9 H. / 17 H.)

**THEME « EUROPE et REGIONS - Quels espaces pour les peuples en Europe ? »****Samedi 25 septembre 2010**8. H. 45 - **Accueil**9 H. - **Introductions** (Jean-Francis BILLION - UEF Rhône-Alpes, et, Jean-Guy GIRAUD - UEF France)9 H. 15 - **Rapport :***« Les pouvoirs locaux dans la construction européenne »**(Congrès des pouvoirs locaux et régionaux Conseil de l'Europe / Comité des régions de l'Union européenne)*

Ulrich BOHNER

Ancien Directeur exécutif du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

10 H. 15 - **Table ronde (puis débat public) :**

**Modérateur :** Michel MORIN (Président Europe Info Lyon Rhône-Alpes) ; **participants :** Damien ABAD (Parlementaire européen - Nouveau centre / UMP - PPE) - Ulrich BOHNER - Noël COMMUNOD (Conseiller régional Rhône-Alpes - EE / MRS) - Christian GUYONVARCH (Conseiller régional Bretagne, ancien Vice-président CR - EE / UDB) - Alfonso SABATINO (Secrétaire Conseil des Communes et Régions d'Europe - Piémont)

*« En quoi la démocratie locale et régionale peut-elle contribuer à une union toujours plus étroite entre les peuples européens ? »*

**12 H. - Pause / Repas libre****13 H 45 - Introduction d'accueil (JE Lyon - JEF)****14 H. - Rapport (20 / 30 minutes) :***« Quelles autonomies pour les régions en Europe ? »*

François ALFONSI

Député européen - Verts / ALE - Porte parole de Régions &amp; Peuples solidaires

**15 H. - Table ronde (puis débat public) :**

**Modérateur :** David CORTIER (Président ME Lyon Rhône) ; **participants :** François ALFONSI - Sylvie GUILLAUME (Parlementaire européenne - S&D - A confirmer) - Roberto LOUVIN (Conseiller régional et ancien Président de la Vallée d'Aoste) - Catherine VIEILLEDENT (Présidente Groupe Europe UEF et membre Comité fédéral UEF) - Joseph YACOUB (Professeur à l'Université catholique de Lyon)

*« Les identités régionales, culturelles et linguistiques, peuvent-elles contribuer à une union toujours plus étroite entre les peuples européens ? »*

**16 H. 45 - Intervention de conclusion :**

Jean-Francis BILLION (Président UEF Rhône-Alpes - membre Comité fédéral UEF et Conseil WFM)

**BULLETIN D'ADHESION A L'UEF-France**

M/Mme/Melle ..... Prénom ..... Date de naissance .....  
 Adresse ..... C.P. .... Ville .....  
 Code postal ..... Ville ..... Date de naissance .....  
 Profession ..... Fonctions associatives (fac.) .....  
 Tél. .... Fax ..... Mail .....  
 Date ..... Signature .....

A retourner à : UEF-France : c/o Europe Direct – 13 Rue de l'arbre sec – 69001 LYON

**Adhésions :**

« Partisans de la Fédération européenne » - Adhésion « prise de contact », valable 2 ans ; ne donnant pas droit à être élu aux charges de l'organisation : 20 euros

individuelle : 35 € ..... conjoint(e) : 20 € ..... étudiant(e) et/ou demandeur d'emploi : 15 € ..... cotisation de soutien : (à partir de) 100 euros ...